

Texte ACTION

CAA du S3 de Lille,

17 novembre 2025



Contexte politique : international et gouvernemental

International

À Gaza, de l'aveu même de la rapporteuse spéciale de l'Onu pour les territoires palestiniens, on ne peut pas parler de véritable cessez-le-feu : des centaines de Palestiniens et Palestiniennes sont morts depuis l'entrée en vigueur de l'accord, tandis que la population est maintenue dans une situation de survie avec une aide humanitaire entravée par le gouvernement israélien. En Cisjordanie occupée, la colonisation et les violences continuent, laissant planer la menace d'une annexion pure et simple du territoire . La paix de D. Trump n'est pas la paix et la diplomatie transactionnelle (faite de négociations brutales avec les pires dictatures et de deals commerciaux qui font fi du droit international) qu'il met en œuvre n'est que le masque du cynisme et du rapport de forces.

France

En dépit d'une rentrée sociale intense marquée par l'exigence de justice fiscale, et d'une rupture avec les choix politiques, économiques et environnementaux à l'œuvre notamment depuis 2017, le débat budgétaire engagé au Parlement n'est pas de nature à réorienter les politiques publiques mortifères que nous combattons. Le rejet de la taxe Zucman est symptomatique du maintien du dogme capitaliste néolibéral qui s'oppose à toute remise en cause des intérêts des plus riches et des grandes entreprises. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement Lecornu, comme ses prédécesseurs, prétend sanctuariser, au détriment des politiques publiques, les dépenses budgétaires militaires qui passeront de 53.5 milliards à 63.4 milliards d'euros soit une augmentation de 18%.

Il est nécessaire de dénoncer la hausse du budget militaire qui dépasse maintenant le budget de l'Education Nationale et celui de la santé. Il faut bien comprendre que chaque euro pour l'armée est un euro de moins pour les services publics et ses agents. Ainsi, les deux causes principales de la dégradation de nos métiers et de nos conditions de travail sont les cadeaux fiscaux faits aux plus riches et la hausse des budgets militaires qui enrichit les marchands de canons.

L'adoption du report de la réforme des retraites de quelques mois pour les classes d'âge concernées est ambivalente. Elle résulte d'abord des mobilisations sociales qui ont contribué largement à inscrire durablement cette question à l'agenda politique. Pour autant, les fondements de la réforme de 2023, dont la FSU revendique toujours l'abrogation, ne sont en rien remis en cause.

Éducation

- Carrière-Rémunération

Nous voyons bien le récit construit par le ministère, qui insiste sur la démographie déclinante pour justifier les retraits, et qui dans le même temps poursuit la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale : sans une action énergique centrée sur le second degré, nous prendrons le risque de laisser le ministère désamorcer nos revendications pour redonner de l'attractivité à nos métiers.

- Collège

Offensive académique : évaluation DNB, visites du CASF et rapport en attente de diffusion.

S'appuyant sur les nouvelles modalités d'attribution du DNB dans lesquelles le contrôle continu remplace la validation des compétences et qui donnent au chef d'établissement le rôle de veiller à la représentativité des évaluations dans le cours ordinaire des enseignements, la rectrice a passé commande aux collèges d'un "plan de réussite 4eme 3eme". Les chefs d'établissement tentent de mettre la main sur l'évaluation en imposant le nombre d'évaluations, leur type et leur coefficient. Le SNES académique rappelle que l'évaluation entre dans les ORS et qu'elle relève de la liberté pédagogique. Il propose une réponse collective pour ne rien se laisser imposer.

Plan Avenir et "formation" imposée à 1800 PP de 3eme.

Dans le cadre du Plan Avenir, annoncé en juin 2025 par Elisabeth Borne, la volonté de faire rédiger par les établissements un programme pluriannuel d'orientation (PPO) est réaffirmée. Le projet « d'éducation à l'orientation » de l'établissement doit être détaillé en prévoyant notamment 4 demi-journées par niveau dès la 5e qui seront dédiées à la découverte des métiers et des formations (visites d'entreprises, rencontres avec des professionnels...). L'organisation de ces demi-journées incomberait en partie aux professeurs principaux, notamment ceux de 3e qui reçoivent en ce moment une formation obligatoire dont le 1er temps a eu lieu ce mercredi 12 novembre 2025. Une deuxième formation en visio se tiendra par la suite avant de terminer par une dernière séance en présentiel, le tout dans le but de les faire « monter en compétences ».

Le rôle des professeurs principaux est aujourd'hui central dans l'orientation, principalement en terme d'information. Nous voulons rappeler que les psychologues de l'EN restent les personnels les mieux formés pour accompagner les jeunes dans la réflexion sur leurs projets d'avenir, de par leur connaissance du développement de l'adolescent et des différents déterminismes qui impactent les choix d'orientation. Pour rappel, 150 postes au niveau national étaient offerts au concours pour la spécialité EDO en 2025 et les prévisions pour 2026 sont qu'il n'y en aura que 120. Aucun poste psyEN EDO n'a été ouvert au mouvement inter-académique de 2025 dans l'académie de Lille, pour une cinquantaine de postes vacants lors du mouvement intra...

- LGT

Cyberattaque

Depuis début octobre, la vie des lycées de l'académie est fortement perturbée par les conséquences de la cyberattaque qui a frappé les serveurs et réseaux de la Région Hauts de France. Tous les lycées ayant basculé sur les systèmes Microsoft et le réseau centralisé régional sont dépouillés de toute ressource et tout outil numérique. Quant à ceux qui sont restés sous Kwartz en réseau local, ils ont souvent dû interrompre l'accès à ces ressources et outils pour une période de vérification sur les réseaux pédagogiques, et subissent un

fonctionnement dégradé, voire des pertes de documents irrémédiables, sur les réseaux administratifs. Même si les pressions pour inciter les collègues à utiliser du matériel personnel ne sont pas trop marquées, elles existent sous forme de suggestions dans les guides pédagogiques des IPR publiés pour l'occasion, recyclant les méthodes recommandées lors de la crise du COVID dont on se souvient des effets catastrophiques pour tous. Le fait est que beaucoup de collègues sont en train d'acheter câbles et autres matériels sur leurs deniers pour essayer de maintenir une pratique pédagogique désormais très dépendante du numérique. Le rectorat et la Région restent vagues sur l'échéance d'une résolution du problème, car bien trop occupés à se féliciter du "rétablissement" des réseaux administratifs (ce qui n'est pas partout une réalité, ceux-ci fonctionnant encore souvent en mode dégradé).,

Cette situation génère de l'anxiété, de la surcharge de travail, parfois de la colère, parfois de l'abattement chez les collègues concernés.

La section académique du SNES-FSU informe régulièrement les collègues des évolutions de cette situation et a interpellé le rectorat par courrier, en CAEN et lors des 2 CSAA exceptionnels pour qu'il demande des comptes au Conseil Régional et pour qu'il infléchisse, voire modifie radicalement, sa politique numérique centralisatrice et soumise à un acteur américain hégémonique, mais ne garantissant pourtant pas la protection nécessaire envers un service public.

Il s'agit d'obtenir qu'à l'avenir une autre architecture moins vulnérable, tenant compte davantage des besoins pédagogiques, soit construite pour les réseaux numériques que la communauté éducative utilise.

Le Snés-FSU demandera au ministère de s'adresser aux présidents de Région pour obtenir un état de lieux des procédures de sécurisation des réseaux administratifs et pédagogiques dont elles ont la charge, et de l'application de la directive NIS 2.

Dotation Générale de Fonctionnement 2026

Les Dotations Globales de Fonctionnement des lycées de l'académie connaissent parfois de faibles hausses (+5 %) , mais le plus souvent des baisses drastiques (- 15%), ce qui, combiné à la suppression du Pass Culture et des financements de la DRAC, risque de rendre le financement des activités pédagogiques très compliqué en menaçant en particulier les projets et sorties pédagogiques et culturelles. C'est aussi l'entretien au quotidien des établissements qui risque d'être dégradé.

Le SNES-FSU de Lille a informé des dotations, proposé un article et des modalités d'action pour épauler les collègues, notamment élus en CA, dans leur contestation de ces budgets anémiques. Il propose notamment aux collègues mobilisés de fédérer leurs protestations par une action de type rassemblement pour interpeller la Région et rendre public des choix d'austérité contestables.

Dans le même temps la Région continue de verser l'équivalent de 50 millions d'euros pour financer les établissements privés sous contrat où l'entre-soi reste de mise.

La section académique soutient l'initiative des lycées à rédiger courriers et pétitions adressées à la Région pour demander que celle-ci prenne en charge les frais supplémentaires liés à la cyberattaque (achat de câbles vga/hdmi, matériel informatique, explosion du nombre de photocopies, etc). Et l'initiative visant à demander au rectorat une prime exceptionnelle pour compenser la surcharge de travail occasionnée par cette cyberattaque (adaptation des cours, apport du matériel personnel, temps de pause passé aux branchements, etc...) ainsi que les dépenses personnelles (forfaits téléphoniques, achat de matériel de connectique, etc).

- AED/AESH

Suite à l'avis du conseil d'Etat relatif à la rétroactivité de la prime REP/REP+, la section académique est

particulièrement sollicitée par les collègues qui souhaitent réclamer ce qui leur est dû et refusé depuis plusieurs années.

La rétroactivité de la prime pour les AED et les AESH est une importante victoire à mettre au profit de l'action syndicale, notamment celle du SNES FSU. Il s'agit maintenant d'être en mesure d'accompagner et de conseiller au mieux les nombreux personnels dans notre académie et de veiller à ce que le rectorat leur verse les sommes qui leur sont dues. Le SNES FSU doit communiquer le plus largement possible en direction des S1 et des personnels sur cette victoire et doit mettre à disposition des personnels les outils nécessaires pour réclamer les sommes dues dans les meilleurs délais possibles.

ACTION

Le 22 novembre à Lille, le Snes, avec la FSU, appelle à participer avec NousToutes à la marche pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes.

Le Snes, avec la FSU, est engagé dans l'appel interprofessionnel du 2 décembre. Dans l'académie, le Snes propose aux autres SN de la FSU d'articuler la manifestation régionale prévue à Douai, à des rassemblements ou à des manifestations locales : Il s'agira ainsi de matérialiser notre refus de l'austérité et nos revendications salariales dans l'Éducation Nationale. Il s'agira d'une 1ère étape avant une mobilisation sectorielle qui intégrera la question des postes.

En septembre, le Snes-FSU a établi un plan d'action ambitieux visant à engager la profession dans la préparation d'une grève destinée à durer plusieurs jours.

Nous faisons alors plusieurs constats :

- une austérité budgétaire annoncée qui porterait un coup fatal à notre modèle social, en particulier aux services publics et la Sécurité sociale.
- la lassitude de la profession face à des appels ponctuels d'un jour, imposant des modalités d'action à la hauteur des attaques
- la nécessité, quel que soit le cadre de la mobilisation de mettre en avant l'Education, en insistant sur la question des conditions de travail, des salaires et des carrières dans le second degré.

Aujourd'hui, nous considérons qu'après plusieurs journées de mobilisation interprofessionnelle ces constats sont toujours valables et devront être mis en œuvre le plus tôt possible.

Pour la CAA de Lille, la mise en œuvre de ce plan d'action pour le 2d degré et l'Ecole publique reste pertinente car il y a urgence :

- à agir sur la question Carrière-Rémunération, la plus fédératrice : nous voyons bien le récit construit par le ministère, qui insiste sur la démographie déclinante pour justifier les retraits, et qui dans le même temps poursuit la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale. Sans une action énergique centrée sur le second degré, le ministère pourrait désamorcer nos revendications pour redonner de l'attractivité à nos métiers, et tout en continuant à dégrader les conditions de travail et d'apprentissage.
- à prendre en compte les attaques néo-managériales qui s'intensifient et percutent nos métiers : relance des PLE en lycée, qui inspire l'offensive sur l'évaluation disciplinaire au collège ; généralisation des formations (académiques et locales) hors temps de service pour imposer la mise en œuvre des plans et dispositifs ; invocation de l'IA pour tayloriser l'organisation du travail et intensifier les tâches ; ...

Dans cette perspective, ce plan d'action doit déboucher sur un appel à la grève plusieurs jours consécutifs, afin de crédibiliser l'engagement du SNES-FSU et ses revendications auprès des collègues, et obtenir des

gains face à pouvoir politique qui restera fragile, quelle que soit l'issue du débat budgétaire

Dans l'immédiat, le SNES-FSU mettra à disposition le matériel nécessaire pour informer et mobiliser les collègues sur les enjeux des discussions budgétaires et popularisera son projet pour le second degré et le service public d'éducation.

En tout état de cause, il est impératif d'émanciper l'agenda syndical de l'agenda politique, en inversant la donne. Nous faisons l'analyse que l'attentisme découle en partie de la tétanisation du mouvement social, et du récit médiatique et politique qui laisse croire que la stabilité politique et le maintien des orientations budgétaires pro-business serait la seule alternative à l'avènement de l'extrême droite au pouvoir : c'est bien la poursuite de ces orientations qui accentue cette menace, et c'est pour cette raison que le mouvement social doit continuer à conduire ses propres actions et ses revendications dans une temporalité qui lui est propre. Sur la question des retraites, nous voyons bien que seules les mobilisations ont pu faire bouger les lignes, et qu'il nous faudra à nouveau mobiliser pour empêcher la déconstruction du système par répartition par la capitalisation ou la mise en place d'un système par points.

Imposons notre tempo contre l'austérité, mère de toutes les batailles.

Adopté à l'unanimité (24)